

« Je ne serai pas le trophée de Kabila »

RD CONGO Pour Moïse Katumbi, « nous arrivons à la fin de la deuxième mi-temps »

► Le dialogue qui s'est ouvert dans le pays est un « monologue », estime Moïse Katumbi.

► L'opposant de Joseph Kabila rentre bientôt au Congo.

► Il ne craint pas d'y être arrêté.

ENTRETIEN

Bruelles, dernière étape avant le retour au pays... Plus déterminé que jamais, Moïse Katumbi, devenu l'adversaire politique numéro un du président Kabila, se prépare à regagner le Congo. Blessé par une mystérieuse injection alors qu'il gagnait le tribunal de Lubumbashi entouré de la foule de ses partisans, l'ex-gouverneur du Katanga s'est fait soigner aux Etats-Unis et aujourd'hui la forme est revenue, la pugnacité aussi. Que lui était-il arrivé au cours de la bousculade ? « J'ai été piqué dans le dos... Des analyses ont été réalisées à l'étranger et le résultat sera bientôt publié... »

Vous avez été accusé d'avoir recruté des mercenaires, parmi lesquels des Américains, d'avoir spolié la maison d'un ressortissant grec, M. Stoupis. Ne craignez-vous pas d'être arrêté dès votre retour ?

Absolument pas, car je n'ai rien fait de mal, j'ai la conscience tranquille. On verra bien si Kabila, en me mettant en prison, veut faire de moi son trophée... Quant aux affaires qui m'ont été reprochées, elles ont été montées de toutes pièces par les services de renseignements. Il y a une instrumentalisation de la justice, ce pays est gouverné par la terreur...

Vous rentrez au Congo et vous refusez de participer au dialogue qui se déroule en ce moment à Kinshasa. Qu'est-ce qui vous motive ?

C'est très simple : je trouve que la Constitution doit être respectée. Je vous rappelle qu'elle est le fruit d'un accord de paix qui avait mis fin à la guerre, qu'elle avait été adoptée par 85 % des Congolais, consultés par référendum. Depuis le début, j'ai dit à quel point j'étais attaché à ce respect de la loi fondamentale, garante de la paix dans notre pays. Quant au dialogue en cours, pour moi, il s'agit d'un monologue, non inclusif.

Qui sont les grands absents ?

Le premier point, c'est que tous les prisonniers politiques auraient dû être libérés. Certes, une dizaine de détenus ont été remis en liberté à la veille du dialogue, mais il en reste une centaine d'autres, plus tous ceux

« Pour moi, le dialogue en cours est un monologue »

qui viennent d'être arrêtés. Voyez M^r Muyambo, le bâtonnier de Lubumbashi (NDLR, fondateur du parti « Solidarité katangaise »), il est toujours en prison... Or la résolution 2277 de l'ONU réclamait un dialogue réellement inclusif, où tout le monde se serait retrouvé. On en est loin, Etienne Tshisekedi n'y est pas, ni son parti l'UDPS, moi non plus. Le G7 (Rassemblement de plusieurs personnalités qui avaient dirigé aux côtés du président Kabila) est absent, des associations comme la Lucha, de Goma, ou Filimbi, qui représentent la jeunesse, donc l'avenir du pays, ont refusé de participer tout comme la vraie société civile...

Un accord éventuel n'aura aucune valeur. Ce que veut le pouvoir, à l'issue de cet exercice qui aura coûté 6 millions de dollars, c'est gagner du temps, faire pas-

ser le principe du suffrage indirect, des élections locales qui précéderaient les présidentielles. Bref, entériner le « glissement ».

Il apparaît cependant que les conditions matérielles ne sont pas réunies pour que les élections aient lieu dans les délais, c'est-à-dire avant le 19 décembre, date de l'expiration du mandat du président Kabila...

Il est vrai que les autorités n'ont rien mis en place pour que l'on puisse voter dans les temps. Or, depuis 2012, les sommes nécessaires au financement des élections avaient été budgétisées. Et je me demande où est passé cet argent ? Il y a là une faute, évidente. Pourquoi le président Kabila, responsable de cette faute, devrait-il en tirer un bonus ? La Constitution est formelle : le 20 décembre le deuxième et dernier mandat du président se ter-

mine et c'est le 19 septembre prochain que la Commission électorale doit fixer la date des élections. Même si le « monologue » devait déboucher sur un texte scellant un accord politique entre les participants, il n'aurait pas de valeur : ce qui compte c'est le respect de la Constitution. Une majorité de Congolais partage cet avis... Voyez les images du dernier match de football de l'équipe nationale à Kinshasa, dimanche dernier : au lieu d'applaudir l'équipe qui marquait des points et allait gagner, les gens - plus de 100.000 personnes criaient « Kabila, ton mandat est terminé ». Cela, c'est ce que tout le monde pense au Congo. Mais le président est aujourd'hui entouré d'anciens mobutistes qui pensent d'abord à leur intérêt personnel, pour qui la politique est un business...

Dans le passé, vous aviez de bonnes relations avec M. Kabila, vous avez même fait campagne pour lui au Katanga en 2011. Bien sûr, je l'ai soutenu à fond, mais aujourd'hui je constate qu'il va rater sa sortie. Il aurait pu passer à l'his-

toire, avec l'image d'un jeune président qui avait reconstruit son pays, installé la démocratie et respecté les règles. Quel bel exemple il aurait été pour l'Afrique ! La brouille entre nous a commencé lorsqu'à Lubumbashi, en septembre 2015, j'ai déclaré qu'il n'y aurait pas de troisième penalty dans le match politique congolais. Le président l'a très mal pris... Que voulez-vous ? Je suis ainsi : un

homme d'affaires, mais aussi un homme de parole, pour qui un engagement est un engagement.

Kabila aujourd'hui doit savoir qu'il est temps de partir... Il est encore jeune, et doit penser à l'« après-Kabila ». Les prochaines échéances sont très rapprochées : c'est le 19 de ce mois que la Commission électorale doit publier son calendrier. Si elle ne le fait pas, les manifestations vont commencer. Dans tout le pays. Ce n'est pas le « monologue » en cours qui va dissuader les gens. La communauté internationale doit aujourd'hui déjà envoyer des centaines d'observateurs, au lieu de réagir trop tard, comme au Burundi. Nous arrivons à la fin de la deuxième mi-temps. Il n'y aura pas de prolongation après le 19 décembre. Même s'il devait y avoir un accord politique, il ne prévaudra jamais sur la Constitution. Et je conclurai qu'à propos des massacres de Beni, et d'ailleurs, il est urgent de mettre sur pied un Tribunal international sur le Congo, afin de mettre fin à l'impunité... ■

Propos recueillis par
COLETTE BRAECKMAN

Moïse Katumbi

Moïse Katumbi Chapwe, qui fut gouverneur du Katanga de 2007 à 2015, fut longtemps, et est peut-être encore, l'homme le plus populaire du Congo, connu à travers tout le pays pour être le dirigeant du club de football TP Mazembe. Attaché au respect de la Constitution, ce riche homme d'affaires, né en 1964, métis d'origine, est devenu le principal adversaire du président Kabila : il entend se porter candidat à l'élection présidentielle et estime que le mandat du chef de l'Etat se terminera en décembre prochain.